

lesquels je comptais feu l'abbé Lagacé, alors principal de l'école normale Laval. Après avoir discuté la question sous toutes ses faces, tous me conseillèrent de tenter l'entreprise.

L'occasion était des plus favorables, car le gouvernement Joly venait de supprimer l'octroi accordé depuis vingt-trois ans au *Journal de l'Instruction publique*, son organe officiel.

Bien que ce journal, largement subventionné par l'Etat, ait eu pour rédacteurs nos meilleures plumes canadiennes, à commencer par feu l'honorable M. Chauveau, on chercherait vainement dans ses vingt-trois volumes un seul article de pédagogie pratique venant de la rédaction. Il est bien facile de comprendre la cause de cette regrettable lacune, sachant que parmi tous les éminents écrivains qui l'ont rédigé, il n'y a jamais eu un homme d'école. Néanmoins, cette publication a coûté \$100,000 au pays et n'a jamais été un guide pédagogique pour les instituteurs.

Il y avait déjà vingt-trois ans que les écoles normales existaient, et les nombreux élèves formés dans ces utiles institutions étaient disséminés dans toutes les paroisses du pays.

Tous sentaient le besoin d'un organe qui leur parlât le langage de l'école, qui leur rappelaient les leçons qu'ils avaient apprises de leurs anciens professeurs, qui leur fournît les matériaux dont ils avaient besoin pour faire leurs classes d'une manière intelligente et pratique.

Ce fut donc pour venir en aide à d'anciens élèves qui réclamaient mon concours, et pour toute la famille enseignante à laquelle je m'intéressais beaucoup, que je me décidai de publier un journal scolaire.

Le numéro prospectus, qui parut au commencement de janvier 1880, renfermait un programme très laconique auquel je n'ai jamais dévié :

1° Ne jamais me mêler de politique dans mon journal ;

2° Fournir au maître ou à la maîtresse un *vade-mecum* qu'il pût tenir à la main pour faire sa classe.

3° Traiter toutes les questions pédagogiques, théoriques et pratiques, d'après les améliorations modernes.

Ceux qui ont conservé la file de l'*Enseignement primaire* peuvent dire si je suis resté fidèle à ce programme.

Mon premier numéro, tiré à quatorze cents exemplaires, reçut un bienveillant accueil :

1° De l'honorable Gédéon Ouimet, surintendant de l'Instruction publique, qui en prit cent exemplaires pour son département ;

2° De tous les inspecteurs d'écoles qui m'écrivirent des lettres de félicitation et me promirent le concours des instituteurs et des institutrices de leur district ;

3° D'un grand nombre de curés et d'institutions religieuses qui m'envoyèrent le prix de leur abonnement.

Un accueil aussi bienveillant, venant de sources si autorisées, tout en m'honorant beaucoup, était bien propre à stimuler mon courage et à m'engager de continuer la tâche que j'avais entreprise.

Bien que la caisse du journal pour les années 1880-81-82, accusât un léger déficit, je le comblai de mes propres deniers, me contentant de l'encouragement moral que je recevais de toutes parts.

Dans le même temps, un autre journal d'éducation publié à Montréal par M. J.-B. Rolland, recevait un octroi de \$500.

En 1883, le gouvernement Mousseau m'accorda un octroi de \$300, et sous le gouvernement Mercier, cette allocation fut portée au chiffre de \$750.

Dès lors, l'existence de l'*Enseignement primaire* était assuré ; je pus le faire imprimer sur de bon papier et fournir trente-deux pages par mois.